



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour l'année 2021

Document d'action « Contrat d'appui à la consolidation de l'État et la résilience (CCER) – Appui au renforcement de la présence de l'État sur l'axe Ouaga-Kaya-Dori et à la gouvernance »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement « IVCDCI - Europe dans le monde ».

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Contrat d'appui à la consolidation de l'État et la résilience (CCER) – Appui au renforcement de la présence de l'État sur l'axe Ouaga-Kaya-Dori et à la gouvernance Numéro CRIS: NDICI AFRICA/2021/043-176 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui TEI 1 – Inclusion pour la stabilité L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans le cadre de ce plan d'action annuel sera complété par d'autres contributions de la part de partenaires de l'Équipe Europe. Elle est conditionnée à la confirmation formelle par chaque partenaire de sa contribution substantielle dès que possible. Dans l'hypothèse où ces IEE et/ou ces contributions ne se concrétisent pas l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des IEE.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera mise en œuvre au Burkina Faso, de manière plus spécifique dans les régions du Centre-Nord et du Sahel
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021- 2027 pour le Burkina Faso
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Domaine 1 : Paix – Cohésion Sociale - Bonne gouvernance – Développement local » <ul style="list-style-type: none">• Objectif Spécifique 1: Renforcer l'état de droit, la justice, la sécurité et la cohésion sociale ;• Objectif Spécifique 2: Améliorer l'efficacité des politiques publiques et promouvoir le développement local dans le cadre d'une approche territoriale multidimensionnelle intégrée. Domaine prioritaire 2 : Développement Humain inclusif <ul style="list-style-type: none">• Objectif Spécifique 1: La santé et la protection sociale des populations sont renforcées ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif Spécifique 2: L'accès à l'eau potable, à l'assainissement, est amélioré.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaines prioritaires, secteurs	<p>Paix - Cohésion sociale - Bonne gouvernance - Développement local</p> <p>152 – Paix, Sécurité, Prévention des Conflits</p> <p>15112 – Décentralisation - Développement local</p> <p>150 – Gouvernance</p> <p>Développement humain inclusif</p> <p>160 – Infrastructures et Services Sociaux Divers</p> <p>140 - Eau et Assainissement</p>
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal: ODD 16 : « Paix, Justice et Institutions Efficaces »</p> <p>Autres ODD significatifs:</p> <p>ODD 17 : « Financement du développement »</p> <p>ODD 3 : « Bonne santé et bien-être »</p> <p>ODD 5 : « Égalité entre les sexes »</p> <p>ODD 6 : « Eau propre et assainissement »</p>
8 a) Codes DAC	<p>Codes principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 51010 – Appui Budgétaire Général • 152 – Paix, Sécurité, Prévention des Conflits • 151 – Développement local <p>Codes secondaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15130 – Justice • 15111 Gestion des finances publiques, • 16062 Renforcement des capacités statistiques et • 15110 Politiques publiques et gestion administrative • 122- Santé • 140 - Eau et Assainissement • 15170 – Droits des femmes
8 b) Principal canal de distribution @	12002 Gouvernement du pays bénéficiaire
9. Objectifs de dépenses	<p><input type="checkbox"/> Migration</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Climat</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre</p> <p><input type="checkbox"/> Biodiversité</p> <p><input type="checkbox"/> Éducation</p> <p><input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance</p>

10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags :	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 150 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 150 000 000 EUR, dont 140 000 000 EUR pour l'appui budgétaire et 10 000 000 EUR pour l'appui complémentaire.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Appui budgétaire Gestion directe par: <ul style="list-style-type: none"> Appui budgétaire: Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience; Appui complémentaire: Gestion directe par: <ul style="list-style-type: none"> Subventions de jumelage; Marchés publics. 			

1.2 Résumé de l'Action

Le Burkina Faso est sous forte pression de tout type de manière structurelle. Depuis 2015, le pays est aussi fragilisé par la crise sécuritaire et par son manque de cohésion. L'insécurité, un excès de centralisme de l'État et des inefficiences privent les populations de services sociaux de base. Plusieurs circonscriptions administratives locales ne sont plus fonctionnelles limitant l'effectivité de la fourniture de prestations de services sociaux à la population. Sur le plan de la gouvernance, le pays présente des limites importantes en matière de Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).

L'objectif général de l'action est de contribuer à renforcer la sécurité ainsi que la résilience des populations, améliorer l'offre des services de base, à travers notamment la transparence de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption, pour améliorer la performance et la redevabilité de l'État et accroître la confiance des citoyens et citoyennes.

L'action sera concentrée : (i) sur le retour de l'État au niveau local dans les zones sous forte pression sécuritaire dans les régions du Centre-Nord et du Sahel ; (ii) sur des réformes politiques clés en ligne avec la Stratégie UE Sahel et l'approche de redevabilité mutuelle: lutte contre la corruption, l'impunité, le blanchiment d'argent, réformes dans le secteur de la sécurité et de la défense ; (iii) sur des réformes préalables à une mise en œuvre plus large de l'approche territoriale intégrée pour renforcer progressivement les capacités financières et humaines de l'administration territoriale et des collectivités et améliorer la gouvernance locale et la maîtrise d'ouvrage communale (gouvernance locale).

Quatre grandes thématiques de tranches variables ont été identifiées: (i) Retour de l'État sur l'axe Ouaga – Kaya –Dori ; (ii) Réformes dans le secteur de la défense et de la sécurité ; (iii) Lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux ; (iv) Réformes globales en soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales.

Des actions spécifiques sous formes d'appui complémentaire sont envisagées dans les domaines de : (i) la lutte contre la corruption et la lutte contre le blanchiment de capitaux; (ii) les finances publiques, y compris sectorielles, la fiscalité (verte et numérique), le contrôle externe des finances publiques et le renforcement des capacités statistiques ; (iii) l'accompagnement technique aux réformes globales en faveur des collectivités territoriales; (iv) l'accompagnement technique aux réformes de la sécurité et de la défense.

La mise en œuvre de cette action concernant les secteurs de la défense et de la sécurité sera exécutée dans le respect des règles établies dans le cadre de l'Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale (IVCDCI - Europe dans le monde) et dans les traités de l'UE. Elle ne concerne pas « des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (article 41(2) TEU).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Burkina Faso est dans une bonne dynamique démocratique depuis 2014. La reconduction du Président Roch Marc Christian KABORE pour un deuxième et dernier mandat lors des élections présidentielles et législatives de novembre 2020, avec une majorité absolue à l'Assemblée nationale, et la mise en place d'une nouvelle programmation devrait lui donner les coudées franches pour mener les réformes dont le pays a besoin pour assurer sa stabilisation et son développement.

Le pays fait face à une **crise sécuritaire**, devenue aigüe depuis 2019/2020, caractérisée par la vulnérabilité des populations, la montée de la radicalisation et du terrorisme, la faiblesse de l'appareil sécuritaire du pays et l'effritement de la cohésion sociale. Au 30 avril 2021, le Secrétariat permanent du Conseil national de secours d'Urgence et de réhabilitation (CONASUR) a recensé environ 1,219 millions de personnes déplacées internes (dont 22.59 % de femmes et 21.72 % d'enfants de moins de 5 ans). Si toutes les régions du pays sont touchées, les régions du Centre-Nord et du Sahel cumulent à elles seules 71 % des personnes déplacées internes. Le risque de tensions entre les populations locales et les personnes déplacées internes (PDI) pourrait créer de nouvelles sources de déstabilisation dans des communautés déjà affaiblies par les rivalités intercommunautaires et cela à proximité immédiate de la capitale située à environ 100 km des principaux lieux d'accueil des PDI (zone de Kaya).

En plus des conséquences de l'insécurité, les fragilités du pays ont pour implication un manque de perspectives économiques, avec une formation professionnelle peu adaptée aux besoins du marché, une faiblesse dans la transformation des matières premières pour plus de valeur ajoutée, et dans la redistribution des richesses.

La valeur de l'indice de développement humain (**IDH**) du Burkina Faso pour 2019 s'établit à 0,452 – ce qui place le pays dans la catégorie « développement humain faible » et au 182^e rang parmi 189 pays et territoires. Le Burkina Faso affiche un indice d'inégalité de genre (**IIG**) de 0,594 qui le place au 147^e rang sur 162 pays dans l'indice de 2019 (inégalité de genre très importante). Au Burkina Faso, 13,4 % des sièges parlementaires sont occupés par des femmes et 6,1 % des femmes adultes ont atteint un niveau d'éducation secondaire, contre 12,3 % des hommes. Sur 100.000 naissances vivantes, 320 femmes décèdent de causes liées à la grossesse et le taux de fécondité chez les adolescentes est de 104,3 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15-19 ans. Le taux d'activités des femmes est de 58,3 %, contre 74,8 % pour les hommes.

Au niveau **sanitaire**, le système de santé du Burkina ne permet pas encore un accès équitable à des soins de santé de qualité, notamment pour les personnes vivant dans les situations les plus vulnérables. Le pays reste confronté à la COVID19, même à un degré moindre par rapport à de nombreuses régions du monde. Toutefois, la faiblesse du nombre des dépistages ne permet d'avoir une idée précise du nombre de cas. Après une longue hésitation, le pays a finalement reçu ses premières doses de vaccin (115 000), fournies par le mécanisme COVAX, dans la nuit du 30 au 31 mai 2021. La campagne de vaccination a commencé le 2 juin 2021 avec comme principaux groupes cibles le personnel de santé et les personnes vivant avec des comorbidités (hypertension, diabète, insuffisance rénale, etc.).

Au niveau **économique**, après un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 6,2 % entre 2016 et 2019, le pays a connu une croissance plus faible en 2020 avec un déficit estimé à -4,8 %¹ contre 3 % en

¹ DG de l'économie. Note technique, Situation économique et financière du Burkina Faso en 2020 et perspectives 2021 – 2024, DGEF, avril 2021. Depuis novembre 2020, le pays utilise une nouvelle série des comptes nationaux basée sur le SCN2008 avec 2015 pour année de base.

2019. En plus des dépenses budgétaires exceptionnelles liées au COVID-19, les fortes augmentations en matière de dépenses sécuritaires et la masse salariale (plus de 65 % des recettes fiscales à fin 2020) font craindre une baisse de l'investissement public et une menace sur la croissance à moyen et long terme, et sur les conditions de vie des populations. La dette devrait augmenter mais rester sous contrôle. Si le pays a un niveau modéré de risque de surendettement, avec un stock de dette publique de 56,2 % en 2020, la forte augmentation de la dette intérieure (32,5 % du PIB en 2020 contre 8,2 % en 2015) du fait des emprunts obligataires, commande un renforcement de la surveillance. Pour le budget initial 2021, le PIB réel est projeté à +7 % et le déficit devrait atteindre 5,1 %. L'épargne budgétaire est quasi nulle (0,2 %) du fait des recettes propres totales (18,3 % du PIB) qui couvrent à peine les dépenses courantes (18,1 % du PIB).

Au niveau de la **gouvernance**, le pays stagne comme le montrent les indicateurs internationaux de lutte contre la corruption (40/100 en 2020 et 2019). Par ailleurs, le pays a été classé en 2021 sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) comme étant un pays présentant des risques importants en matière de blanchiment de capitaux mais qui a pris des engagements politiques pour y faire face.

2.2 Analyse des problèmes

La présence sécuritaire. La capacité du pays à assurer la protection des populations vivant en situations de vulnérabilité, à travers un renforcement de la présence des forces de sécurité et de défense dans les zones sous pression est faible. Un plan de résilience et de stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori a été élaboré pour y faire face et couvre 5 régions du pays (Centre, Plateau central, Centre-Nord, Sahel et Est). Sur les 59 communes concernées par ce plan de résilience et de stabilisation, 9 n'ont ni commissariat de police, ni brigade de gendarmerie. La zone compte seulement 26 brigades de gendarmerie (dont 22 sont défectueuses) et seulement 34 commissariats de police (dont 16 sont en état défectueux).

Secteur de la sécurité et défense (ressources humaines (RH) ; système de communication). La crise sécuritaire a entraîné un accroissement des effectifs des forces de défense et de sécurité du pays créant des défis énormes de gestion des entrées et des sorties, de motivation mais aussi d'efficacité afin de soulager les finances publiques du pays. Les outils développés pour gérer les RH ne semblent pas encore être bien utilisés comme outils de management et le déploiement du système de transmission des forces de sécurité n'en est qu'à ses débuts². Au-delà du besoin du renforcement capacitaire des Forces de sécurité intérieures (FDSI) et des effectifs engagés dans la lutte, les FDSI rencontrent des problèmes de coordination. Il est prévu un appui technique en matière de coordination, avec une expertise notamment en matière de moyens de communication. L'adoption de textes stratégiques notamment la Politique de sécurité nationale (PSN) et la Stratégie de sécurité nationale (SSN) ainsi qu'une mise à jour du cadre juridique afférent sont attendus.

Administrations locales. Dans la zone du plan de résilience et de stabilisation Ouaga-Kaya-Dori, les bâtiments administratifs sont en nombre insuffisant et plusieurs bâtiments existants sont dégradés. Par ailleurs, plusieurs circonscriptions administratives locales ne sont plus fonctionnelles.

Prestations de services sociaux à la population. Dans les régions du Sahel et du Centre-Nord en particulier, moins de 43 % des formations sanitaires fonctionnent normalement à la date du 30 avril 2021. Les taux d'accès à l'eau potable sont encore faibles ; seules 9 communes sur les 37 ciblées dans les 2 régions ont des taux supérieurs ou égaux à la moyenne nationale de 76,4 % en 2019. Dans le domaine de l'éducation, 916 écoles (préscolaires, primaires et post primaires) sont fermées dans le Sahel, affectant 93 171 élèves à la date du 14 mai 2021. Dans le Centre-Nord, ce sont 292 écoles fermées et 44 749 élèves qui sont affectés.

Mobilisation des ressources et qualité de la dépense. La mobilisation des ressources internes pour permettre un meilleur financement des politiques publiques est faible tandis que la qualité des dépenses publiques (investissement, procédures de passation des marchés) a encore des marges de progrès

²

Les effectifs sont faibles au niveau de la gendarmerie en particulier en ce qui concerne les sous-officiers et les officiers, ce qui est problématique pour le renouvellement des effectifs des unités *Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention* (GAR-SI) existantes, ainsi que pour prendre en compte les nouvelles unités (GARS 3 et GARS 4), pourvoir les commandants d'unités et adjoints des toutes unités et pour la création de la gendarmerie prévôtale. L'UE sera la promotrice de la création/le renforcement d'une chaîne de maintenance autos interservices (FdSI + Défense) qui permettra l'entretien/réparation des nombreux véhicules offerts par les partenaires de la coopération au Burkina Faso. Il s'agit d'une composante essentielle à la durabilité de nos projets en soutien des FdSI comme, par ailleurs, souligné dans l'évaluation du projet GAR-SI.

importantes. Le taux de pression fiscale est faible (14,1 %) et certaines niches et secteurs ne sont pas suffisamment exploités : foncier, télécommunications, secteur informel, etc. De même, la digitalisation des procédures a encore d'importantes marges de progrès.

Lutte contre la corruption et infractions assimilées. Malgré les avancées sur le cadre institutionnel et sur le traitement judiciaire de certains cas, la mise en œuvre de la loi adoptée en 2015 portant prévention et répression de la corruption reste encore très limitée. La corruption reste donc un problème majeur au Burkina Faso et représente une contrainte importante à la cohésion sociale et l'efficacité de l'action publique. Le chantier de la déclaration des patrimoine et d'intérêt n'en est qu'à ses débuts et les actions de prévention ne sont pas encore suffisantes pour transformer les comportements. Au total, la performance du pays selon la notation de *Transparency International (TI)* est en baisse (40/100 en 2020 contre 41/100 en 2018). Le pays a pris, à un haut niveau politique, l'engagement à travailler avec le Groupe d'action financière (GAFI) pour renforcer l'efficacité de son régime de « Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) ». Sur la base de cet engagement politique, le pays a été inscrit sur la liste grise du GAFI et fera l'objet d'une surveillance sur la base d'un plan d'action couvrant la période 2021 – 2022.

Enfin, l'administration publique reste peu efficace sur le plan de l'intégrité et la réponse judiciaire reste encore faible. Plusieurs dossiers sont en attente de jugement au niveau des pôles judiciaires spécialisés dans les infractions économiques et financières (ECOFI) et en matière de terrorisme et de financement du terrorisme (TERRO). Les autorités ne semblent pas disposées à financer sur ressources propres la prise en charge des avocats pour les personnes accusées de terrorisme, ce qui pose un problème de droits humains.

Parties prenantes

Les principales parties prenantes seront : la Présidence du Faso, la Primature et le Secrétariat technique de la politique nationale de développement ; le ministère de l'économie, des finances et du développement (notamment la Direction générale de la coopération, acteur principal du dialogue politique, et la Direction générale du développement territorial, qui a coordonné l'élaboration du plan de résilience et de stabilisation sur l'axe Ouagadougou – Kaya - Dori) ; le ministère de la justice et des droits humains ; le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation ; le ministère de la sécurité et le ministère de la défense (acteurs de premier plan pour assurer la stabilisation et le backup sécuritaire nécessaire pour les actions de résilience, de retour de l'administration) ; le ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille ; le ministère de la santé ; le ministère de l'eau et de l'assainissement ; l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de la lutte contre la corruption (ASCELC) ; la Cour des comptes ; la Cellule nationale de traitement de l'information financière (CENTIF) ; l'Assemblée nationale et les faitières des collectivités territoriales (titulaires d'obligations).

La troïka, en tant que représentante du mécanisme de coordination de l'aide des partenaires techniques et financiers au Burkina Faso, pourra également jouer un rôle en tant qu'interlocuteur privilégié des autorités. Les partenaires techniques et financiers fournisseurs d'appuis budgétaires sont aussi parties prenantes à travers le Cadre général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB). Le Fonds monétaire international (FMI) est aussi partie prenante à travers ses programmes d'appui macroéconomique.

2.3 Autres domaines d'évaluation

2.3.1. Politique publique

Les priorités de l'action UE au niveau national sont déclinées autour d'objectifs communs avec ceux du Burkina Faso, tel que défini dans le nouveau « Plan national de développement économique et social 2021-2025 » (PNDES II). Le PNDES II 2021-2025 intègre désormais le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) qui met l'accent sur les besoins indispensables au maintien de la puissance publique dans les zones soumises à une menace extérieure et intérieure. Le Programme d'urgence pour le Sahel a apporté une solution mixant sécurité - déploiement des forces de l'ordre sur le territoire - accès aux services sociaux de base - santé, eau potable et éducation - gouvernance locale.

Le PNDES II 2021-2025 a identifié quatre axes stratégiques: (i) consolidation de la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix ; (ii) approfondissement des réformes institutionnelles et modernisation de

l'administration publique ; (iii) consolidation du développement humain durable et de la solidarité ; (iv) dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.

Le suivi du Plan national de développement économique et social 2021-2025 repose sur un cadre de résultats décrivant les principaux indicateurs de suivi pour chaque axe stratégique et effet attendu. Le cadre de mesure de la performance globale du PNDES II devrait tenir compte des résultats de l'étude sur la rationalisation du cadre de mesure de la performance globale du PNDES I effectuée en 2019 et financée par l'UE qui avait mis en évidence certaines limites (nombre élevé d'indicateurs, non disponibilité de certaines données, etc.).

Le scénario de croissance retenu (7,4 % en moyenne annuel) paraît optimiste au regard de l'incertitude sur le financement de la vision du gouvernement, et peut conduire à une sur-projection des recettes. Malgré ces projections optimistes, le déficit budgétaire (6,4 % du PIB en moyenne annuel) reste constamment au-dessus des critères de convergence de l'Union économiques et monétaire Ouest africaine (UEMOA) en 2021-25. Le gap de financement correspond à 21,43 % du coût total du plan.

Le gouvernement a aussi élaboré un « Plan de résilience et de stabilisation de l'axe Ouaga- Kaya – Dori 2021 -2024 », selon une approche territoriale multidimensionnelle, et progressive en prenant compte des conditions sécuritaires et bien ciblées sur un nombre limité de communes pour assurer un maximum d'impact. La présente action supporte directement les axes 1, 2 et 3 du plan de stabilisation (présence de l'État, réponse à la crise humanitaire et accès aux services sociaux de base).

Le dialogue politique sera poursuivi lors de la mise en œuvre du PNDES II 2021- 2025 sur la base de ce qui avait été fait lors de la mise en œuvre du PNDES I et qui avait permis des échanges de bon niveau, même sur des sujets sensibles. Il devra aussi porter sur les principaux défis macro-économiques auxquels le Gouvernement doit faire face (suivi du plan de riposte contre la COVID 19, volet socio-économique ; élargissement de l'assiette fiscale ; adaptation des procédures de passation des marchés publics aux zones à défis sécuritaire ; maîtrise de la masse salariale ; vulnérabilité de l'économie peu diversifiée ; croissance démographique).

En conclusion, la politique est suffisamment pertinente et crédible pour que les objectifs du contrat d'appui budgétaire soient largement atteints. Par conséquent, la Commission peut soutenir cette politique dans le cadre du contrat d'appui budgétaire proposé.

2.3.2. Politique macroéconomique

Les autorités continuent de mettre en œuvre une politique économique orientée vers la stabilité. La crise du COVID-19 a frappé durement l'économie déjà très fragile, vulnérable aux chocs externes (cours internationaux des matières premières et aux aléas climatiques) et présentant des faiblesses structurelles, en particulier la faible compétitivité, le manque de diversification et de création de valeur ajoutée (principalement matières premières agricoles non transformées). Un défi important sera ainsi de faire face à très court terme aux effets de la pandémie de la COVID-19 et à relancer rapidement l'économie peu diversifiée et fortement dépendante des chocs climatiques.

Après un taux de croissance du PIB de 6,2 % entre 2016 et 2019, le pays a connu une croissance plus faible en 2020 avec un déficit estimé à -4,8 %³ contre 3 % en 2019. En plus des dépenses budgétaires exceptionnelles liées au COVID-19, les fortes augmentations en matière de dépenses sécuritaires et la masse salariale (plus de 65 % des recettes fiscales à fin 2020) font craindre une baisse de l'investissement public et une menace sur la croissance à moyen et long terme, et sur les conditions de vie des populations. La dette devrait augmenter mais rester sous contrôle. Si le pays a un niveau modéré de risque de surendettement, avec un stock de dette publique de 56,2 % en 2020, la forte augmentation de la dette intérieure (32,5 % du PIB en 2020 contre 8,2 % en 2015) du fait des emprunts obligataires, commande un renforcement de la surveillance. Pour le budget initial 2021, le PIB réel est projeté à +7 % et le déficit devrait atteindre 5,1 %. L'épargne budgétaire est quasi nulle (0,2 %) du fait des recettes propres totales (18,3 % du PIB) qui couvrent à peine les dépenses courantes (18,1 % du PIB).

³

DG de l'économie. Note technique, Situation économique et financière du Burkina Faso en 2020 et perspectives 2021 – 2024, DGEF, avril 2021. Depuis novembre 2020, le pays utilise une nouvelle série des comptes nationaux basée sur le SCN2008 avec 2015 pour année de base.

Dans le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2022-2024, les hypothèses de ce scénario tablent sur un taux de croissance de 6,8 en 2022, de 4,9 en 2023 et de 4,1 en 2024. Les recettes propres s'accroîtraient de 7,9 % en moyenne sur la période 2022 – 2024 afin de faire baisser le poids relatif de la masse salariale.

Le renforcement de la transparence, de la surveillance et des capacités de gestion en matière de dette publique est également à mettre en rapport avec la perspective d'un accroissement du recours aux Partenariats publics privés (PPP), aux Euro bonds ainsi qu'aux nouveaux instruments de financement durable.

Le pays est sous-programme avec le FMI à travers une Facilité élargie de crédit (FEC) signée en mars 2018 pour un montant 157 600 000 USD sur la période 2018 – 2020. Les négociations pour un nouveau programme avec le FMI se poursuivent. Les thèmes de discussion (résilience et filets sociaux, relance post COVID - investissement, COVAX -, amélioration de l'espace budgétaire, masse salariale⁴, inscription du pays sur la liste grise du GAFI) traduisent la convergence de points de vue avec l'UE.

En conclusion, les autorités mènent une politique macroéconomique axée sur la stabilité et le respect du critère d'éligibilité.

2.3.3. *Gestion des finances publiques*

Au niveau des finances publiques, la poursuite des réformes est jugée satisfaisante malgré les défis liés à la gestion des investissements et à la masse salariale. Le plan intégré de réformes des finances publiques constitue la base du dialogue avec les autorités sur les réformes à mener en matière de gouvernance économique, et permet un meilleur pilotage des réformes au plan stratégique et opérationnel. Il structure le dialogue entre les partenaires (bailleurs de fonds et société civile) et le gouvernement et a permis d'avoir des résultats satisfaisants.⁵

Dans le cadre du dialogue, plusieurs réformes majeures sont à suivre sur la période 2021 - 2023 en matière (i) de mobilisation des **recettes intérieures** (dématérialisation des procédures fiscales et douanières ; amélioration de l'administration fiscale ; réforme de la fiscalité locale ; informatisation des recettes de services, et relecture des textes régissant le secteur minier ; mise en place d'une fiscalité verte et d'une fiscalité dans le domaine de l'économie numérique ; poursuite de la mise en place du cadastre fiscal ; poursuite de la mise en œuvre de la réforme de la facture normalisée ; améliorer la gestion des incitations fiscales ; renforcer ses capacités de gestion de la fiscalité minière et la relecture des textes régissant le secteur minier) ; (ii) de **dépenses et de comptabilité** (code des marchés publics pour l'adapter aux recommandations de l'évaluation des systèmes de passation des marchés ; Dématérialisation de la procédure de passation des marchés publics ; Développement d'un système intégré de gestion des finances publiques ; opérationnalisation du Compte unique du Trésor ; dissémination du plan d'engagement des dépenses de l'État) ; (iii) de **contrôle et de gouvernance** (réforme des ressources humaines de la fonction publique⁶ ; réforme du contrôle des dépenses ; renforcer la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, le faux

⁴ La problématique de la masse salariale est à inclure dans celle plus globale de l'efficacité et de l'efficience des ressources humaines dans la fonction publique du Burkina Faso. Le gouvernement a lancé, avec l'appui de la Banque mondiale, des revues fonctionnelles dans 4 départements ministériels (fonction publique, santé, éducation et justice) qui regroupent plus de 85 % des effectifs de la fonction publique. L'objectif des revues fonctionnelles est d'examiner les inefficacités des structures et pratiques RH existantes et d'opérer un meilleur déploiement des ressources et une optimisation des structures pour une meilleure prestation des services publics, après un diagnostic sur la situation existante. Tous les partenaires techniques et financiers fournissant de l'aide budgétaire dans le pays sont régulièrement tenus informés du processus. L'UE en particulier s'est fortement associée à l'exercice.

⁵ Modernisation des procédures fiscales, réalisation de quelques audits de performance des services fournis par les ministères et institutions, mise à jour du cadre juridique et réglementaire des Partenariats publics privés (PPP), mise en œuvre de la comptabilité des matières, extension de la budgétisation sensible au genre et aux droits des enfants (BSGE) sera suivie à travers le dialogue politique et dans les conditions générales, Compte unique du Trésor, élargissement de l'assiette fiscale, promotion du civisme fiscal, rationalisation de l'effectif des agents de la fonction publique, cadastre fiscal, réforme du contrôle interne, extension du champs du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE), gestion des investissements publics, etc.).

⁶ Suspension de la signature de nouveaux accords avec les partenaires sociaux, mise en œuvre des outils de maîtrise des prévisions des ressources humaines, contrôler les présences à travers un pointage électronique, poursuivre des revues fonctionnelles, audit du Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'État (SIGASPE), relance et fonctionnalité des conseils de discipline.

et les autres infractions assimilées ; réformes de l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption).

Le nouveau Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES II) a retenu de mieux valoriser les financements innovants (Partenariat public privé, et mécanismes alternatifs de financements comme la mobilisation des ressources de la diaspora, le financement participatif ou *crowdfunding* et les financements verts).

En conclusion, la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques est suffisamment pertinente et crédible, notamment en ce qui concerne la mobilisation des recettes nationales, et le critère d'éligibilité est rempli.

2.3.4. *Transparence et contrôle du budget*

En dehors d'un retard important constaté au niveau de la publication des lois de règlement, les principaux documents budgétaires sont publiés sur le site de la Direction générale du budget <http://www.dgb.gov.bf> ainsi que les principaux documents de référence. Malgré tout, des défis importants doivent être relevés au regard des résultats 2019 de l'enquête sur le budget ouvert publiés par l'International Budget Partnership (IBP)⁷. Les résultats indiquent une légère amélioration au niveau de la transparence budgétaire par rapport à 2017 (31 contre 24) mais encore loin du meilleur score observé en 2015 (43). Par rapport à 2017, les contreperformances sont notées au niveau du rapport d'exécution à mi-parcours (qui n'est plus produit depuis mais qui se confond avec le rapport à T2) et au niveau de la loi de règlement (retard dans la transmission des rapports 2018, 2019 et 2020 à la Cour des comptes).

Au niveau du contrôle externe, la Cour des comptes s'est engagée à analyser l'exécution des 3 dernières années et à produire sa déclaration de conformité avant la fin de 2021. Le défi reste entier en ce qui concerne la participation du public (0/100 comme en 2017) dans le processus budgétaire. Un appui de l'UE en 2021 sous la forme d'un forum national sur la participation citoyenne dans le processus budgétaire a permis aux acteurs de s'accorder sur les défis à relever. L'UE s'assurera de la cohérence d'ensemble de la mise en œuvre des recommandations de ce forum avec les actions du projet mis en œuvre par IBP sur le renforcement de la gestion des finances publiques à travers des budgets ouverts et la participation citoyenne au Burkina Faso⁸.

En conclusion, la documentation budgétaire pertinente a été publiée et le critère d'éligibilité est rempli.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et produits

L'**objectif général** (impact) de cette action est de contribuer à renforcer la sécurité ainsi que la résilience des populations, améliorer l'offre des services de base, à travers notamment la transparence de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption, pour améliorer la performance et la redevabilité de l'État et accroître la confiance des citoyens et citoyennes.

Les **objectifs spécifiques** (résultats) de cette action sont:

- OS1 : Assurer la présence administrative et sécuritaire de l'État et la résilience des populations dans les zones de forte pression sécuritaire, en particulier les femmes et les enfants.
- OS2 : Renforcer les réformes dans le domaine de la défense et de la sécurité, pour renforcer les capacités du pays à défendre les biens et les personnes (hommes et femmes) sur l'ensemble du territoire.
- OS3: Renforcer la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux.

⁷ <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/country-results/2019/burkina-faso>.

⁸ Ce projet a pour objectif de créer les conditions d'une budgétisation publique transparente, inclusive et responsable en améliorant l'accès à l'information et la participation et en renforçant la capacité de la société civile à participer activement aux processus budgétaires.

- OS4: Renforcer les réformes globales en soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales.

Les **produits** de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet) attendus) correspondants sont les suivants:

- 1.1 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) pour assurer la présence administrative et sécuritaire de l'État et la résilience des populations dans les zones de forte pression sécuritaire:
 - P1.1. La présence sécuritaire et administrative de l'État est renforcée;
 - P1.2. L'accès aux services sociaux essentiels en matière de de santé et d'eau potable pour les populations de la zone cible est amélioré ;
- 1.2 contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) pour renforcer les réformes dans le domaine de la défense et de la sécurité, pour renforcer les capacités du pays à défendre les biens et les personnes (hommes et femmes) sur l'ensemble du territoire:
 - P2.1. La chaine de gestion des ressources humaines du ministère de la Défense et de renforcement des effectifs est réformée;
- 1.3 contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) pour renforcer la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux:
 - P3.1. L'effectivité des déclarations d'intérêts et de patrimoines dans le cadre de la lutte contre la corruption, la fraude et le blanchiment de capitaux est améliorée;
 - P3.2. Le respect des engagements du Burkina Faso vis-à-vis du Groupe d'action financière (GAFI) en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux est amélioré;
 - P3.3. La réponse judiciaire au niveau des pôles spécialisés (économie et finance et Terrorisme) est améliorée;
- 1.4 contribuant à l'effet attendu 4 (ou objectif spécifique 4) pour renforcer les réformes globales en soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales :
 - P4.1. Les mécanismes d'appuis techniques et financiers aux collectivités territoriales sont améliorées;
 - P4.2. Les capacités humaines des collectivités territoriales (CT) sont améliorées.

Produits directs :

- PD 1. La disponibilité de financement au niveau du budget national pour les dépenses publiques est augmentée ;
- PD 2. Le dialogue sur les politiques et la coordination sectorielles sont renforcés ;
- PD 3. Les capacités des services publics sont améliorées (appui complémentaire) ;
- PD 4. La participation citoyenne au processus budgétaire est améliorée.

3.2. Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1. Présence sécuritaire et administrative de l'État : (i) réhabilitations et constructions d'infrastructures sécuritaires (Brigades de gendarmerie, postes de polices – le recours à la modalité *Capacity Building for Development and Security for Development (CBDSD)* pourrait être envisagée) et administrative (Haut-commissariat, mairies) ; (ii) redéploiement de forces de défense, de sécurité et des agents publics dans les services publics concernés.

Activités liées au produit 1.2. Accès aux services sociaux essentiels en matière de de santé et d'eau potable : (i) Réhabilitations et constructions d'infrastructures de santé et de points d'eau potable ; (ii). Retour des agents publics, affectations nouvelles et réouvertures des formations sanitaires fermées.

Activités liées au produit 2.1. Réforme de la chaîne de gestion des ressources humaines du ministère de la défense et de renforcement des effectifs : (i) mise en conformité des Tableaux des emplois et des dotations (TED) avec le catalogue des emplois de la défense ; (ii) maîtrise par les experts RH des outils de base, y compris par la formation, tels que les Tableaux d'effectifs des unités ; (iii) mise en cohérence du plan de recrutement avec les besoins des Forces armées nationales ; (iv) appui au recrutement et à la formation de d'officiers et de sous-officiers de gendarmerie, notamment en vue d'armer les unités GARSI et la gendarmerie prévôtale.

Activités liées au produit 3.1. Effectivité des déclarations d'intérêts et de patrimoines dans le cadre de la lutte contre la corruption, la fraude et le blanchiment de capitaux: (i) établissement de la liste des assujettis à la Déclarations d'intérêts et de patrimoines (DIP) ; (ii) enrôlement des assujettis dans des ministères clés, (iii) contrôle de la sincérité des déclarations.

Activités liées au produit 3.2. Lutte contre le blanchiment des capitaux : (i) mise en place de mécanisme pour identifier les Bénéficiaires effectifs (BE) des personnes morales et des constructions juridiques ; (ii) réalisation d'évaluations sectorielles de risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en matière de FT dans les secteurs des organisations à but non lucratif (OBNL), du commerce de bétail et de l'orpaillage.

Activités liées au produit 3.3. Réponse judiciaire au niveau des pôles spécialisés : (i) démarrage des jugements au niveau du pôle spécialisé en matière de terrorisme ; (ii) augmentation des audiences pour les dossiers des 2 pôles spécialisés.

Activités liées au produit 4.1. Mécanismes d'appuis techniques et financiers aux collectivités territoriales : i) Opérationnalisation du Guichet appui technique au profit des Collectivité territoriales (CT) ; (ii) Mise en place d'un guichet prêts et garanties aux emprunts aux profit des CT ; (iii) utilisation progressive du canal de l'Agence de développement des CT (ADCT) pour transférer les ressources aux CT (Dotations globales, ressources sectorielles transférées, Fonds minier de développement local, etc.) ;(iv) accroissement des transferts financiers aux communes prioritaires via l'ADCT.

Activités liées au produit 4.2. Amélioration des capacités humaines des collectivités territoriales (CT) : (i) Adopter les textes liés au personnel non permanent des CT, à la mutualisation des ressources humaines dans le cadre de l'inter-collectivité, à l'organisation des administrations des communes et au plan de transfert des ressources aux collectivités territoriales ;, (ii) Renforcer quantitativement et qualitativement (suivant les catégories) le personnel des collectivités territoriales en deux phases (recruter du personnel directement par l'État mais pour le compte exclusif des CT avec prise en charge salariale directe ou via ADCT et appuyer techniquement les CT pour la prise en charge de leurs processus de recrutement).

3.3. Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique. Le criblage de l'évaluation environnementale stratégique (EES) a conclu qu'aucune autre action n'était requise. Toutefois, le programme soutiendra la mise en place d'une fiscalité verte qui vise à assoir des impôts, des taxes et des redevances, dont l'assiette est constituée par un polluant, un produit ou un service qui détériore l'environnement ou qui se traduit par un prélèvement sur des ressources naturelles.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. La problématique du genre est prise en compte dans la problématique des PDI qui sont majoritairement constitués de femmes et d'enfants. La Budgétisation sensible au genre et aux droits des enfants (BSGE) sera suivie à travers le dialogue politique et dans les conditions générales.

Droits de l'homme. Les institutions publiques nationales effectueront leur rôle en tant que titulaires d'obligations, en respectant, protégeant et réalisant les droits humains de leurs populations, comme parmi d'autres, le droit à l'intégrité physique, à la vie, à la sécurité, à la libre circulation, à l'accès à la justice et au droit à un procès équitable pour tous accusé quel que soit le délit pour lequel il est accusé (cas des accusés pour terrorisme par exemple). Une partie de l'action vise à renforcer la résilience des individus et des

ménages vulnérables à faire valoir leurs droits (santé, eau potable, éducation) et à répondre aux besoins d'amélioration en matière de bonne gouvernance.

Invalidité/Handicap. Aucune autre mesure n'était requise.

Démocratie. Les actions en faveur de la lutte contre la corruption, l'amélioration du fonctionnement de la justice participent à l'amélioration de la cohésion sociale et renforcent la démocratie dans le pays.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience. L'action bénéficiera du dialogue politique qui accompagnera la mise en œuvre de l'appui budgétaire et qui permettra de suivre le développement du nexus Paix-sécurité-développement. Dans ce même contexte, il sera possible de soulever les questions sur les éventuelles violations des droits humains de la part des forces de sécurité.

Réduction des risques de catastrophes. Aucune autre mesure n'était requise.

Autres considérations. L'Action appuiera la réalisation du Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA) en 2022. Le cadre de référence a créé de nouveaux indicateurs dans les domaines du climat et du genre. Le plan d'action qui sera élaboré soutiendra le dialogue dans ces deux domaines.

3.4. Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Risques de nature politique	Le risque socio politique demeure très présent. Risque d'évolutions négatives concernant la situation des femmes et enfants touchés par le conflit sécuritaire. La structure démographique (ratio de dépendance) reste un déséquilibre macroéconomique structurel.	Elevé	Elevé	Dialogue politique renforcés sur les élections, la sécurité, le suivi des réformes constitutionnelles, la réforme de la justice, le genre.
Risques macroéconomiques	Pays fortement dépendant de l'aide extérieure (APD = 15% des recettes et dons en 2019). La faiblesse de la performance de l'administration et des capacités d'absorption est un point critique dans la mise en œuvre des politiques.	Moyen	Elevé	Dialogue politique renforcé avec le gouvernement et les autres partenaires dont le FMI. Mobilisation massive de fond pour maintenir la stabilité budgétaire. Appui à la diversification de l'économie à travers plusieurs projets de transformation.
Risques développementaux	Accès difficile des populations aux	Moyen	Elevé	Dialogue politique renforcé sur les priorités du PNDES II et des

	services sociaux (1000 écoles fermées dans le pays, centres de santé fonctionnant au minimum). Économie très vulnérable et fragile (peu diversifiée et exposée aux chocs).			politiques sectorielles au regard de la situation, Suivi des investissements prioritaires du PNDES II 2021 - 2025
Finances publiques et corruption	Pays présentant des lacunes importantes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Réponse judiciaire encore faible au regard des attentes sociales	Elevé	Elevé	Dialogique politique sur le Plan intégré de réformes des finances publiques, incluant le contrôle externe, la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. Appuis divers en matière de contrôle : contrôle citoyen, contrôle externe
Risques sécuritaires	Dégradation de la situation sécuritaire, compromettant l'efficacité des politiques publiques.	Elevé	Elevé	Monitoring régulier de la situation sécuritaire en lien avec les FDSI burkinabé et les autres partenaires internationaux, souplesse dans le calendrier et la mise en œuvre afin de s'adapter à l'évolution de la situation sécuritaire

Enseignements tirés :

Les performances du Burkina Faso dans la mise en œuvre de programmes d'appuis budgétaires ont été satisfaisantes ces dernières années. Le pays a entrepris des réformes importantes (i.e. gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, budgétisation par programme, dispositifs de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux) et a maintenu une politique macroéconomique stable. Mais l'ensemble demeure fragile, et les progrès, s'ils sont réels dans certains secteurs restent encore trop timides.

Par ailleurs, des résultats de l'évaluation globale des Contrats relatifs à la construction de l'appareil d'État mis en œuvre sur la période 2012-2018, dont le contrat d'appui à la transition du Burkina Faso sur la période 2015 – 2016, conduite par la Commission européenne, il ressort que des efforts doivent être faits pour (i) améliorer le dialogue politique, y compris sur les conditions générales, et améliorer la coordination des bailleurs ; (ii) accentuer le rôle du CCER comme levier pour renforcer les capacités de l'État à gérer ses finances publiques et le pilotage de ses politiques publiques, qui sont des conditions nécessaires pour accompagner des politiques de consolidation ; (iii) renforcer l'appropriation et la redevabilité nationale, et (iv) Renforcer l'approche globale des interventions de l'UE en assurant une cohérence des instruments.

Ces principales recommandations ainsi que les expériences locales dans la mise en œuvre de plusieurs programmes d'appui budgétaire de l'UE dans le pays seront prises en compte dans le présent programme.

3.5. Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est d'améliorer:

- la **présence de l'État** dans les zones sous pression sécuritaire à travers une présence plus marquée des forces de défense et de sécurité, une optimisation de la gestion des urgences humanitaires et une amélioration de la fourniture des services sociaux de qualité (santé, eau et assainissement) ;
- la **gouvernance des ressources humaines et l'interopérabilité du système de communication** dans la continuité des activités déjà engagées pour renforcer les Forces de défense et sécurité intérieure (FdSI), avec une volonté d'actions plus structurantes pour pouvoir pérenniser les efforts entrepris ;
- la **bonne gouvernance** (tant au niveau central que local), la lutte contre la corruption, la blanchiment de capitaux et l'impunité ainsi qu'une amélioration de la fiscalité et des finances publiques, de la redevabilité afin d'assurer une meilleure fourniture de services publics au plus près des populations, tout en renforçant la participation citoyenne (hommes et femmes), pour une plus grande redevabilité et transparence ;
- l'**offre de services publics** dans les collectivités territoriales à travers un renforcement des réformes en soutien à la maîtrise d'ouvrage communale pour promouvoir le développement local.

Cette logique d'intervention suppose un dialogue renforcé avec les autorités, et notamment avec le ministère de l'économie, des finances et du développement, pour faciliter l'allocation, la programmation, la budgétisation des ressources⁹ en cohérence avec les priorités politiques du pays, et en permettre le suivi des résultats.

⁹

La budgétisation sensible au genre et aux droits des enfants (BSGE) sera suivie à travers le dialogue politique et dans les conditions générales.

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Résultats	Chaine de résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (années)	Cibles à l'horizon de la fin du contrat d'appui budgétaire (années)	Sources de données
Impact indicatif de la politique	Contribuer à renforcer la sécurité ainsi que la résilience des populations, améliorer l'offre des services de base, à travers notamment la transparence de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption, pour améliorer la performance et la redevabilité de l'État et accroître la confiance des citoyens et citoyennes	1. Indice global de terrorisme 2. Taux d'accroissement des Personnes déplacées internes (PDI), 2 régions cibles 3. Taux de pression fiscale [=PIM D1.OS1.I.2.1.1] 4. Taux de pauvreté	1. 6,755 (2020) 2. 1 278 514 (Mai/2021) 3. 14,1 (2020) 4. Centre-Nord (60,8 %) ; Sahel (44,2 %) 2018)	1. < 6 (2023). 2. 30 % (6/2023) 3. 15,7 (2023) 4. À définir	Rapport annuel PNDES II INSD, enquête ménage
Effets attendus de la politique	OS1. La présence de l'État et la résilience des populations dans les zones de forte pression sécuritaire sont assurées, en particulier les femmes et les enfants.	1.1. Taux de maillage en infrastructures sécuritaires fonctionnelles 1.2. Taux de fonctionnalité des formations sanitaires, quand possible désagregés par sexe 1.3. Taux d'accès à l'eau potable dans les communes de la zone cible [=PIM D2.OS2.I.2.2.3]	1.1 À déterminer 1.2 À déterminer 1.3 À déterminer	1.1 À déterminer 1.2 À déterminer 1.3 À déterminer	Rapport annuel PNDES II Rapports ministères sectoriels Rapports Plan de stabilisation
	OS2. Les réformes dans le domaine de la défense et de la sécurité, pour renforcer les capacités du pays à défendre les biens et les personnes (hommes et femmes) sur l'ensemble du territoire, sont renforcées	2.1. Statut du plan de réforme des ressources humaines (RH) de la défense 2.2. Taux d'accroissement des effectifs GARS	2.1 À déterminer 2.2 À déterminer	2.1 À déterminer 2.2 À déterminer	Rapport sectoriel
	OS3. La redevabilité nationale et les mécanismes de contrôle nationaux sont renforcés	3.1. Indice de perception de la corruption [=PIM D1.OS2.I.2.2.2] 3.2. Taux de respect des engagements du pays vis à vis du Groupe d'action financière (GAFI)	3.1 40 (2020) 3.2 0 (2020)	3.1 43 (2023) 3.2 100 % 52023°	3.1. Rapports TI 3.2. Rapports CENTIF, Rapport GAFI
	OS4. Les réformes globales en soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales sont renforcées	4.1. Taux de couverture des besoins en ressources humaines des 14 communes 4.2. Taux d'accroissement des ressources transférées aux 14 communes via l'Agence de développement des collectivités territoriales (ADCT)	4.1 0 (2021) 4.2 0 (2021)	4.1 75% (2023) 4.2 À déterminer	Rapports sectoriels
Produits induits	PI1.1. La présence sécuritaire de l'État est renforcé	1.1.1. Nombre de brigades et de commissariats construits et réhabilités	1.1.1 À déterminer	1.1.1 À déterminer	

	PI1.2 L'accès aux services sociaux essentiels en matière de de santé et d'eau potable pour les populations de la zone cible est amélioré	1.2.1. Nombre de postes d'eau construits/réhabilités (postes d'eau autonomes, forages, etc.) 1.2.2. Nombre de centre de santé construits / réhabilités	1.2.1 À déterminer 1.2.2 À déterminer	1.2.1 À déterminer 1.2.2 À déterminer	
	PI2.1 La chaine de gestion des ressources humaines du ministère de la Défense et renforcement des effectifs est réformée	2.1.1. Niveau conformité des Tableaux emplois et dotation avec le catalogue des emplois de la défense ; 2.1.2. Nombre d'experts RH des unités formés sur les outils de base désagregés par sexe 2.1.3. Nombre de nouveaux gendarmes recrutés et en formation désagregés par sexe	2.1.1 À déterminer 2.1.2 À déterminer 2.1.3 À déterminer	2.1.1 À déterminer 2.1.2 À déterminer 2.1.3 À déterminer	
	PI3.1. L'effectivité des déclarations d'intérêts et de patrimoines dans le cadre la lutte contre la corruption, la fraude et le blanchiment de capitaux est améliorée.	3.1.1. Proportion des assujettis enregistrés sur la plateforme de Déclaration d'intérêt et de patrimoine 3.1.2. Proportion/Nombre des déclarations vérifiées	3.1.1 0 (2020) 3.1.2 0 (2020)	3.1.1 100% (2023) 3.1.2 À déterminer	
	PI3.2. Les engagements du Burkina Faso vis-à-vis du Groupe d'action financière (GAFI) en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux sont respecté.	3.2.1. Taux de déclaration des soupçons traités 3.2.2. Bénéficiaires effectifs complètes et actualisées 3.2.3. Nombre d'évaluations sectorielles de risques de BC/FT réalisées	3.2.1 82,16% (2020) 3.2.2 0 (2020) 3.2.3 0 (2020)	3.2.1 À déterminer 3.2.2 À déterminer 3.2.3 À déterminer	
	PI3.3. La réponse judiciaire au niveau des pôles spécialisés (économie et finance et Terrorisme) et améliorée	3.3.1. Nombre de décisions de jugements rendues par les 2 pôles judiciaires spécialisés* (ECOFI+TERRO) [=PIM D1.OSI.1.1.1.2]	3.3.1 111 (2020)	3.3.1 À déterminer	
	PI4.1. Des mécanismes d'appuis techniques et financiers aux collectivités territoriales sont renforcés.	4.1.1. Fonctionnalité des guichets spécifiques (AT, investissements et prêts) de l'ADCT 4.1.2. Nombre de sources de financement publics des CT transitant par l'ADCT	4.1.1 0 (2020) 4.1.2 1 sur 7 (2021)	4.1.1 3 guichets fonctionnels 4.1.2 3 sur 7 (2023)	
	PI4.2. Des capacités humaines des collectivités territoriales (CT) sont améliorées.	4.2.1. Nombre de textes adoptés sur la FPT 4.2.2. Taux d'accroissement des ressources transférées aux 14 collectivités territoriales via ADCT	4.2.1 0 (2020) 4.2.2 0 (2020)	4.2.1 4 textes (2023) 4.2.2. À déterminer	

Produits direct	PD1 : La disponibilité de financement au niveau du budget national pour les dépenses publiques est augmentée	1.1 Niveau du déficit budgétaire 1.2. Ratio Masse salariale / recettes fiscales 1.3. Statut d'une fiscalité verte	1.1. 4,8 % (2020) 1.2. 65,2 % (2020) 1.3. Non existante (2020)	1.1. À déterminer 1.2. À déterminer 1.3. Une fiscalité verte existe	Rapports PNDES II Rapports FMI
	PD2 : Le dialogue sur les politiques et la coordination au niveau de l'appui au renforcement des capacités sont renforcés	2.1 Nombre de réunions/rencontres de coordination organisées par an. 2.2 Nombre de réunions de dialogues politiques organisées par an avec le ministère chargé des finances et dans les secteurs couverts par l'action.	2.1. 0 (202) 2.2. 0 (2020)	2.1. > 6 (2023) 2.2. > 3 (2023)	
	PD 3. Des capacités des services publics sont améliorées	3.1. Statut d'un système de reporting sur ressources allouées aux CSPS 3.2. Fonctionnalité des conseils de disciplines 3.3. Digitalisation de certaines procédures administratives (à affiner)	3.1. Absence d'un système de reporting (2020) 3.2. À déterminer 3.3. À affiner	3.1. Système de reporting en place 3.2. À déterminer 3.3. À affiner	
	PD4. La participation citoyenne au processus budgétaire est améliorée	4.1. Indice de participation citoyenne (IBP)	4.1. 0 (2019)	4.1. À déterminer	

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Modalités de mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

4.3.1. Justification des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué pour l'appui budgétaire est de 140 000 000 EUR, et celui alloué à l'appui complémentaire est de 10 000 000 EUR. Ce montant repose sur:

- L'engagement du pays partenaire à allouer les ressources budgétaires nationales conformément aux priorités du plan de développement économique et social, en suivant les procédures budgétaires nationales standards ;
- Un gap additionnel de financement du « Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES II) » estimé à 5 328,12 milliards de FCFA, correspondant à 28,0 % du coût total du plan ;
- L'approche axée sur les résultats du PNDES II, comprenant un système de suivi ;
- La prise en considération du coût d'une non-intervention qui fragilisera le gouvernement dans la mise en œuvre du PNDES II;
- L'efficacité, le rapport coût-avantages et l'impact de la valeur ajoutée spécifique de l'appui budgétaire sur la réalisation des objectifs stratégiques du pays partenaire
- Le bilan des décaissements antérieurs d'appuis budgétaires de la Commission européenne et des autres bailleurs de fonds, et l'amélioration des indicateurs notamment sociaux à laquelle ont contribué ces appuis budgétaires.

4.3.2. Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Conditions

Les **conditions générales** applicables au décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de « Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES II) » et maintien de la crédibilité et de la pertinence de celle-ci ou de la politique ultérieure.
- Maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres.
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme.

- Progrès satisfaisants concernant la mise à disposition du public d'informations budgétaires fiables, exactes et exhaustives.

Les **conditions spécifiques** ainsi que les tranches auxquelles elles s'appliquent sont les suivantes.

b) Les indicateurs de performance pour les décaissements susceptibles d'être utilisés pour les tranches variables peuvent se concentrer sur les priorités politiques suivantes:

- **Retour de l'État sur l'axe Ouaga – Kaya – Dori.** Il s'agit d'assurer une présence sécuritaire et administrative de l'État et d'assurer une prestation de services sociaux essentiels à la population, en assurant l'accès à des services spécifiques pour les femmes, quand possible ;
- **Réformes dans le secteur de la défense et de la sécurité.** Il s'agit de poursuivre les réformes liées à la gouvernance des ressources humaines de la défense, d'assurer une adéquation entre les recrutements et les besoins des unités spécifiques, et d'améliorer la coordination des forces de défense et de sécurité intérieure (FdSI) ;
- **Lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux.** Il s'agit d'accélérer l'opérationnalisation des déclarations de patrimoine et d'intérêt pour lutter contre l'enrichissement illicite, d'améliorer la réponse du pays aux faiblesses identifiées dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et d'augmenter les jugements des dossiers au niveau des deux pôles spécialisés sur les crimes économiques et financiers et sur les crimes pour terrorisme ;
- **Soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales (CT).** Il s'agit d'améliorer les mécanismes d'accompagnement technique et financier des collectivités territoriales d'une part et d'améliorer qualitativement et quantitativement le personnel des CT. Ces deux axes doivent améliorer la maîtrise d'ouvrage dans ces CT.

c) Modifications

Les indicateurs de performance et les objectifs retenus pour le décaissement des tranches variables s'appliqueront pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, le pays partenaire et la Commission peuvent convenir la modification des indicateurs ou la révision à la hausse ou à la baisse des cibles. Ces modifications doivent être autorisées par écrit *ex ante*, au plus tard au début de la période de référence applicable aux indicateurs et aux valeurs cibles.

Dans des cas exceptionnels et/ou dûment justifiés, par exemple lorsqu'il y a des événements imprévus, des chocs externes ou des circonstances changeantes qui rendent l'indicateur ou la valeur cible non pertinent et ne pouvaient être anticipés, un indicateur de tranche variable peut être abandonné. Dans ce cas, le montant correspondant pourrait soit être réaffecté aux autres indicateurs de la tranche variable dans la même année, soit être transféré à la tranche variable de l'année suivante (conformément à la pondération initiale des indicateurs). Il peut également être convenu de réévaluer, au cours de l'exercice suivant, un indicateur par rapport à la cible initiale, si une tendance positive a été observée et si les autorités n'ont pas atteint la cible fixée en raison de facteurs indépendants de leur volonté. L'utilisation de cette disposition est demandée par le pays partenaire et approuvée par écrit par la Commission.

d) Valeurs fondamentales

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.3.3. Détails de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.4. Modalités de mise en œuvre applicable à la modalité du projet ou à l'appui complémentaire à l'appui budgétaire

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

4.4.1. Gestion directe (subventions)

Subventions de jumelage: (Gestion directe)

Renforcement du contrôle public, la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent

(a) Objet des subventions

La subvention contribue à la mise en œuvre de la redevabilité nationale et au renforcement des mécanismes de contrôle nationaux (OS 3 « Soutenir la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux »). De manière spécifique, elle visera à :

- Renforcer les capacités de l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCELC) en matière de lutte contre la corruption ;
- Renforcer les capacités des acteurs dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- Renforcer les capacités de la Cour des comptes dans le contrôle de l'exécution du budget de l'État (y compris dans le cadre de la préparation de la loi de règlement), des collectivités territoriales et des établissements publics de l'État.

(b) Type de demandeurs visés

Administrations publiques des États membres. Lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre les réformes réglementaires et administratives nécessaires, les institutions nationales concernées peuvent bénéficier de l'échange d'expériences de transit similaires avec des institutions nationales homologues des États membres de l'UE. À cette fin, les outils de coopération technique disponibles, à savoir le jumelage et TAIEX, peuvent être considérés comme des modalités de mise en œuvre.

4.4.1. Gestion directe (passation de marché)

Pour une partie de la présente action (OS2 « Renforcer les réformes dans les domaines de la sécurité et de la défense », OS3 « Soutenir la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux » et OS4 « Soutenir les réformes globales en soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales ») un ou des marchés de services seront lancés pour une Assistance technique. À titre indicatif, les domaines d'intervention suivants, déterminés en collaboration avec le ministère chargé des finances et les ministères sectoriels concernés, seront couverts par le ou les contrats: les réformes de finances publiques ; le renforcement des capacités statistiques ; le renforcement des capacités techniques d'appui aux réformes de la décentralisation ; le renforcement des capacités pour suivre les réformes au niveau de la sécurité et de la défense; la réalisation d'études et d'évaluations spécifiques (PEFA en 2022¹¹ par exemple) ; la mise en œuvre du Partenariat mondial pour un gouvernement ouvert (PGO) ; la vérification de l'atteinte des indicateurs d'appui budgétaire ; le renforcement des capacités pour l'aménagement du territoire.

Un des consultants assurera également le secrétariat du dispositif de pilotage de la présente action.

¹⁰ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

¹¹ Le dernier PEFA a été réalisé en 2017.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Appui budgétaire (<i>OS1 : Assurer la présence administrative et sécuritaire de l'État et la résilience des populations dans les zones de forte pression sécuritaire, en particulier les femmes et les enfants</i>) - cf. section 4.3	140 000 000
Modalités de mise en œuvre - Appuis complémentaire — cf. section 4.4	9 500 000
OS 3 « Soutenir la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux » composé de	
Subventions de jumelage: (Gestion directe) <i>Administrations publiques des États membres</i> – cf. section 4.4.1	2 450 000
OS2 « Renforcer les réformes dans les domaines de la sécurité et de la défense » OS3 « Soutenir la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux » OS4 « Soutenir les réformes globales en soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales » composés de	
Passation de marché (gestion directe) <i>Services (assistance technique)</i> – cf. section 4.4.12	7 050 000
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	2 450 000
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.12	7 050 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000
Provision pour imprévus	300 000
Total	150 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

La présente action sera mise en œuvre par la Direction générale de la coopération (DGCOOP) du ministère de l'économie et des finances et du développement. Il revient à la DGCOOP de mobiliser et coordonner les différents services de l'État impliqués dans l'action.

En particulier, un dialogue politique de haut niveau (niveau ministres et Chef de délégation) se tiendra chaque trimestre. Les représentations des faîtières des organisations de la société civile et des collectivités

territoriales prendront part à ce dialogue. L'implication de ces deux groupes d'acteurs (société civile et collectivités territoriales) est un facteur facilitant la cohésion nationale.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La liste d'indicateurs de résultat sera finalisée (valeurs de référence et cibles) en parallèle de la finalisation du cadre de mesure du PNDES II 2021 – 2025 en impliquant les différents cluster (santé, eau potable en particulier) mis en place dans le pays pour suivre la crise sécuritaire et sanitaire et sur le travail de veille des Organisations de la société civile présentes sur le terrain. Pour les services de sociaux de base dans les zones de crise, l'expérience du dispositif de suivi du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) avec les ministères techniques sera capitalisée.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Les systèmes statistiques et de suivi ainsi que la qualité des données officielles dans le domaine d'action couvert ont été évalués. L'UE renforcera son appui au Système statistique national (SSN) à travers le renforcement des capacités, la contribution au dialogue permettant une meilleure coordination du SSN, à l'adoption d'un programme à moyen terme des grandes enquêtes statistiques pour le calcul des indicateurs du PNDES II et des politiques sectorielles et au suivi des systèmes d'information Objectifs de développement durables (ODD). Une attention particulière sera portée sur la collecte de données désagrégées..

5.2. Evaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée) en tenant compte notamment les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes ciblées par le programme.

L'évaluation de cette action peut être réalisée individuellement ou au moyen d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire menées avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire et les parties prenantes concernées.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3. Audit et Vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

APPENDIX 1: RAPPORT DANS OPSYS

Option 1: Action level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
Option 2: Group of actions level		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference (CRIS#/OPSYS#): <Present action> <Other action>
Option 3: Contract level		
<input type="checkbox"/>	Single Contract 1	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
<input type="checkbox"/>	Single Contract 2	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
<input type="checkbox"/>	Single Contract 3	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Group of contracts 1	<foreseen individual legal commitment (or contract) 1> <foreseen individual legal commitment (or contract) 2> <foreseen individual legal commitment (or contract) #>

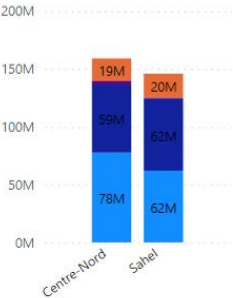
Appendice 2 : Team Europe Initiative – Programmes en cours * Régions Centre-Nord& Sahel (EUR)

305.1M
Budget Total

118.3M
Décaissement 2021-2027

110
Nombre de Ref. Programme

Localisation	Décaissement 2021-2027
Centre-Nord	73,640,014
Sahel	44,690,331
Total	118,330,345



Budget Total Union Européenne et Etats Membres par Domaine d'activité

